

*Ministère des Communications et de l'Infrastructure*

Secteur « Travaux publics ». Examens d'avancement de grade (rang 22), p. 8829. — Régie des Bâtiments. Examens d'avancement de grade (rang 22), p. 8830.

*Ministère des Finances*

Institut belgo-luxembourgeois du Change. Rapport de l'Institut belgo-luxembourgeois du Change pour l'année 1990, présenté par le Président au nom du Conseil, p. 8832.

*Ministère des Finances, Ministère de la Prévoyance sociale et Ministère de l'Emploi et du Travail*

Liste des entrepreneurs enregistrés (150e supplément), p. 8833.

*Ministère de la Justice*

Sommaire du *Journal officiel des Communautés européennes* du 6 avril 1991, n° L 86; du 8 avril 1991, n° L 87; du 9 avril 1991, n° L 88, et du 10 avril 1991, n° L 89, p. 8834.

*Ministerie van Verkeer en Infrastructuur*

Sector « Openbare Werken ». Examens voor verhoging in graad (rang 22), bl. 8829. — Regie der Gebouwen. Examens voor verhoging in graad (rang 22), bl. 8830.

*Ministerie van Financiën*

Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut. Verslag van het Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut over het jaar 1990, uitgebracht door de Voorzitter van de Raad, bl. 8832.

*Ministerie van Financiën, Ministerie van Sociale Voorzorg en Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid*

Lijst van de geregistreerde aannemers (150e aanvulling), bl. 8833.

*Ministerie van Justitie*

Inhoud van het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 6 april 1991, nr. L 86; van 8 april 1991, nr. L 87; van 9 april 1991, nr. L 88, en van 10 april 1991, nr. L 89, bl. 8834.

**LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN****MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS  
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 91 — 1055

**15 AVRIL 1991.** — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,

Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des Télégraphes et des Téléphones, notamment l'article 3, modifié par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1987 et l'article 4, modifié par l'arrêté royal n° 237 du 31 décembre 1983;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur, modifié par l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 12 mars 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que dans le cadre de l'adaptation des méthodes de facturation aux impératifs actuels des organismes financiers et aux pratiques commerciales courantes, il y a lieu de prévoir, sans délai, l'application d'une taxe pour frais administratifs dans le cas de deux retards de paiement consécutifs d'une facture pour un service de télécommunication;

Considérant que l'informatisation du traitement des demandes de transfert d'un raccordement exige une simplification urgente de la manière de calculer le montant de la redevance en situation;

Considérant que l'abonné au service DCS.MAIL peut, dès à présent, faire usage des fonctions complémentaires « remise directe » et « remise automatique » vers les terminaux télex via le réseau téléphonique et qu'il y a lieu en conséquence de fixer rapidement le montant de la taxe y relative;

Considérant que l'abonné au service sémaphone qui possède un récepteur numérique ou un récepteur alphanumérique peut déjà faire usage de la fonction complémentaire du service DCS.MAIL appelée « alerte sémaphone » et qu'il s'impose en conséquence de fixer sans retard le montant de la taxe de cette nouvelle facilité;

**MINISTERIE VAN VERKEER  
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 91 — 1055

**15 APRIL 1991.** — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 10 november 1989 tot vaststelling van bijkomende tarieven voor telecommunicatie en van de voorwaarden van aansluiting en gebruik van telecommunicatiemiddelen in binnenlands verkeer

De Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie,

Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 3, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 91 van 11 november 1987 en op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 237 van 31 december 1983;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 november 1989 tot vaststelling van bijkomende tarieven voor telecommunicatie en van de voorwaarden van aansluiting en gebruik van telecommunicatiemiddelen in binnenlands verkeer, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 30 oktober 1990;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 maart 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat in het kader van de aanpassing van de facturatiemethoden aan de huidige vereisten van de financiële organismen en aan de bestaande commerciële praktijken, zonder verwijl, de aanrekening dient te worden voorzien van een vergoeding voor administratiekosten in geval van twee opeenvolgende vertragingen in de betaling van een factuur van een telecommunicatiedienst;

Overwegende dat de informatisering van de aanvragen voor verhuizing van een aansluiting een dringende vereenvoudiging vereist van de berekeningswijze van het desbetreffende abonnementsgeld;

Overwegende dat de abonnee op de dienst DCS.MAIL, vanaf heden, de bijkomende functies « directe uitreiking » en « automatische uitreiking » naar de telefaxterminals via het telefoonnet kan benutten en dat bijgevolg snel het desbetreffende tarief zou moeten worden vastgesteld;

Overwegende dat de abonnee op de semafoondienst die een numerieke of een alfa-numerieke ontvanger bezit, reeds van een aanvullende functie van de DCS.MAIL-dienst, « alarm semafoon » genaamd, gebruik kan maken, dringt zich bijgevolg, zonder verwijl, de vaststelling op van het tarief voor deze nieuwe dienstverlening;

Considérant que pour des raisons de cohérence tarifaire, il y a lieu de modifier, sans retard, le montant de la taxe due pour l'utilisation par l'abonné au service DCS.MAIL des fonctions complémentaires « remise directe » et « remise automatique » via le réseau télex,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 7 de l'arrêté ministériel du 10 novembre 1989 portant fixation de tarifs accessoires en matière de télécommunications et des conditions de raccordement et d'usage des moyens de télécommunication en service intérieur, est abrogé.

**Art. 2.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Les lignes réseau de type analogique font l'objet d'abonnements ordinaires ou temporaires.

L'abonnement ordinaire est souscrit sans indication de durée et a pour objet un raccordement que la Régie considère comme définitif.

L'abonnement temporaire est souscrit :

a) avec fixation de durée : pour un raccordement dans un bâtiment définitif, à l'occasion d'événements passagers tels que congrès, expositions ou manifestations sportives;

b) avec ou sans fixation de durée : pour un raccordement dans un abri qui peut être facilement déplacé, une baraque sur un chantier ou une autre construction temporaire et, en général, dans une construction qui ne peut être considérée comme définitive.

§ 2. Les lignes réseau qui sont réalisées pour le raccordement d'une installation PABX de type numérique à un central téléphonique numérique au moyen d'un ou plusieurs systèmes de lignes numériques MIC (modulation par impulsion et codage) à 2 Mbit/s, font l'objet :

a) d'abonnements qui sont souscrits pour une durée minimale d'un an, trois ans ou cinq ans;

b) d'un abonnement temporaire qui est souscrit avec fixation de durée : pour un raccordement dans un bâtiment définitif, à l'occasion d'événements passagers tels que congrès, expositions ou manifestations sportives. L'abonnement temporaire est souscrit pour une durée maximale de soixante jours.

§ 3. L'appareillage repris aux rubriques A et C de l'annexe du présent arrêté fait l'objet d'abonnements ordinaires ou temporaires au sens du § 1<sup>er</sup>.

L'appareillage repris aux rubriques B et D de l'annexe du présent arrêté fait l'objet d'abonnements ordinaires.

Pour certains appareils, la Régie offre également à l'abonné d'autres régimes d'abonnement ou la vente qui font l'objet de contrats particuliers. Dans ce cas, elle peut fixer des conditions spéciales d'entretien de l'appareillage en cause.

§ 4. En régime d'abonnement ordinaire, l'abonné peut faire suspendre le service de son raccordement téléphonique pendant une période déterminée. Dans ce cas, il est redevable d'une somme forfaitaire de 400 F pour la suspension et la remise en service de son raccordement. Il n'est en aucun cas dispensé du paiement de la redevance pour la période de suspension du raccordement. »

**Art. 3.** Un article 28 bis rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 28 bis. Deux retards de paiement consécutifs constatés par l'envoi d'un rappel, donneront lieu à l'application d'une taxe pour frais administratifs de 120 F. »

**Art. 4.** L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 34. Lorsque le raccordement d'une installation PABX de type numérique à un central téléphonique numérique est réalisé au moyen de systèmes de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s, l'abonné paie, en régime d'abonnement, pour un an, trois ans ou cinq ans, les frais d'établissement évalués par la Régie et les mêmes frais pour la mise à sa disposition de l'appareillage qu'en régime d'abonnement ordinaire. »

**Art. 5.** L'article 36 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 36. § 1<sup>er</sup>. En régime d'abonnement temporaire dont question à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, l'abonné est tenu de payer :

1. pour un raccordement dans un bâtiment définitif :

1.1. lorsque la Régie n'a pas encore posé définitivement les lignes de raccordement extérieure et intérieure : la même indemnité pour la mise à disposition de la ligne et les mêmes frais inhérents à la mise à sa disposition de l'appareillage qu'en régime d'abonnement ordinaire;

Overwegende dat om redenen van samenhang der tarieven er, zonder uitstel, een wijziging moet worden aangebracht aan het tarief dat verschuldigd is voor het gebruik door de abonnee van de bijkomende functies « directe uitreiking » en « automatische uitreiking » van de DCS.MAIL-dienst via het telexnet,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 7 van het ministerieel besluit van 10 november 1989 tot vaststelling van bijkomende tarieven voor telecommunicatie en van de voorwaarden van aansluiting en gebruik van telecommunicatiemiddelen in binnenlands verkeer, wordt opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. De netlijnen van het analoge type zijn het voorwerp van gewone of tijdelijke abonnementen.

Het gewoon abonnement wordt onderschreven zonder bepaling van duur en heeft betrekking op een aansluiting die door de Regie als definitief wordt beschouwd.

Het tijdelijk abonnement wordt onderschreven :

a) met bepaling van duur : voor een aansluiting in een definitieve constructie, naar aanleiding van een tijdelijke gebeurtenis als daar zijn : een congres, tentoonstelling of sportmanifestatie;

b) met of zonder bepaling van duur : voor een aansluiting in een gemakkelijk verplaatsbaar onderkomen, een bouwkeet of een andere tijdelijke optrek, en in het algemeen, in een constructie die niet als definitief kan worden beschouwd.

§ 2. De netlijnen die tot stand worden gebracht voor de aansluiting van een PABX-installatie van het digitale type op een digitale telefooncentrale door middel van één of meer digitale lijnen-systemen PCM (Pulse Code Modulation) 2 Mbit/s, zijn het voorwerp van :

a) abonnementen die worden onderschreven voor een minimale duur van één, drie of vijf jaar;

b) een tijdelijk abonnement dat wordt onderschreven met bepaling van duur : voor een aansluiting in een definitieve constructie, naar aanleiding van een tijdelijke gebeurtenis, als daar zijn : een congres, tentoonstelling of sportmanifestatie. Het tijdelijk abonnement wordt onderschreven voor een duur van maximaal zestig dagen.

§ 3. De apparatuur vermeld in de rubrieken A en C van de bijlage bij dit besluit is het voorwerp van gewone of tijdelijke abonnementen in de zin van § 1.

De apparatuur vermeld in de rubrieken B en D van de bijlage bij dit besluit is het voorwerp van gewone abonnementen.

Bepaalde apparatuur wordt door de Regie aan de abonnee ook onder andere abonnementsstelsels, die het voorwerp zijn van bijzondere contracten, ter beschikking gesteld of verkocht. In dat geval kunnen bijzondere onderhoudsvoorwaarden bepaald worden voor de desbetreffende apparatuur.

§ 4. Onder het stelsel van het gewoon abonnement kan een abonnee zijn telefoonaansluiting gedurende een bepaald tijdvak laten schorsen. Hij is in dat geval een vaste som van 400 F verschuldigd voor de buitengebruikstelling en de wederdienststelling van zijn aansluiting. Er wordt in geen geval ontheffing van abonnementsgeld verleend voor de periode van buitengebruikstelling.

**Art. 3.** Een artikel 28 bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 28 bis. Twee opeenvolgende vertragingen in de betaling, vastgesteld door de verzending van een herinnering, zullen de aanrekening van een vergoeding van 126 F voor administratiekosten tot gevolg hebben. »

**Art. 4.** Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 34. Wanneer de aansluiting van een PABX-telefooninstallatie van het digitale type op een digitale telefooncentrale door middel van digitale lijnen-systemen PCM 2Mbit/s geschiedt, betaalt de abonnee onder het stelsel van een abonnement voor één, drie of vijf jaar de door de Regie geraamde aanlegkosten en dezelfde kosten voor beschikbaarstelling van de apparatuur als onder het stelsel van het gewoon abonnement. »

**Art. 5.** Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 36. § 1. Onder het stelsel van het tijdelijk abonnement zoals bedoeld in artikel 8, § 1, is de abonnee verschuldigd :

1. voor een aansluiting in een definitieve constructie :

1.1. wanneer de Regie netlijn en binnenleidingen nog niet definitief heeft aangelegd : dezelfde vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en dezelfde kosten verbonden aan de beschikbaarstelling van apparatuur als onder het stelsel van het gewoon abonnement;

1.2. lorsque la Régie a posé définitivement les lignes extérieure et intérieure : la moitié de l'indemnité pour mise à sa disposition de la ligne réseau et quatre cinquièmes des frais d'installation applicables en régime d'abonnement ordinaire, plus les frais fixés à l'article 41, 2°; ces derniers ne sont toutefois pas dus lorsqu'il s'agit de la réalisation d'un raccordement téléphonique;

2. pour un raccordement dont question à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, b : les frais d'établissement et d'enlèvement évalués par la Régie; ils comportent au minimum l'indemnité pour la mise à sa disposition de la ligne réseau et les frais inhérents à la mise à sa disposition de l'appareillage applicables en régime d'abonnement ordinaire.

§ 2. En régime d'abonnement temporaire dont question à l'article 8, § 2, b), l'abonné est tenu de payer les frais fixés à l'article 34 plus les frais d'enlèvement. »

**Art. 6.** L'article 52 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 52. La redevance d'abonnement pour un raccordement téléphonique normal réalisé au moyen d'un système de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s est fixée comme suit par période de deux mois :

a) pour le premier système, lorsque l'abonné a souscrit un abonnement pour une durée minimale de :

- un an : 58 000 F;
- trois ans : 54 000 F;
- cinq ans : 50 000 F;

b) par système additionnel installé entre les mêmes extrémités et sur la même infrastructure que le premier, lorsque l'abonné a souscrit un abonnement pour une durée minimale de :

- un an : 40 000 F;
- trois ans : 37 000 F;
- cinq ans : 34 000 F. »

**Art. 7.** L'article 53 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. § 1<sup>er</sup>. La redevance d'abonnement temporaire pour un raccordement normal de type analogique est fixée comme suit par période d'un mois :

1° téléphone : 340 F, 290 F ou 240 F selon qu'il s'agit d'un raccordement situé dans une zone grande, moyenne ou petite;

2° télex : 858 F.

Cette redevance est dénommée redevance d'abonnement de base.

§ 2. La redevance d'abonnement temporaire pour un raccordement téléphonique normal réalisé au moyen d'un système de lignes numériques MIC à 2 Mbit/s est fixée comme suit par période d'un mois :

a) pour le premier système : 29 000 F;

b) par système additionnel installé entre les mêmes extrémités et sur la même infrastructure que le premier : 20 000 F. »

**Art. 8.** L'article 58 du même arrêté est abrogé.

**Art. 9.** L'article 64 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 64. L'augmentation ou la diminution de la redevance d'abonnement consécutive à une modification de l'installation demandée par l'abonné prend cours le jour de l'exécution de cette modification. »

**Art. 10.** L'article 65, alinéa 3, du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« La durée d'interruption à prendre en considération, compte tenu des cinq cas susmentionnés, court à partir du jour qui suit celui auquel le dérangement a été signalé jusques et y compris celui qui précède la levée du dérangement. »

**Art. 11.** Un article 65bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 65bis. Lors du transfert d'un raccordement, la redevance d'abonnement pour l'installation à l'ancienne adresse ne sera plus facturée à partir du jour qui suit celui au cours duquel l'installation est mise hors service. Pour l'installation à la nouvelle adresse, la redevance d'abonnement sera facturée à partir du jour de la mise en service. »

**Art. 12.** L'article 111 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 111. Quiconque peut souscrire un abonnement pour une boîte téléphonique destinée à recevoir des messages vocaux; il peut, en outre, souscrire un abonnement pour un numéro au central

1.2. wanneer de Regie netlijn en binnenleidingen definitief heeft aangelegd : de helft van het bedrag van de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en vier vijfden van de installatiekosten geldend onder het stelsel van het gewoon abonnement, benevens de kosten bepaald in artikel 41, 2°; deze laatste kosten zijn echter niet verschuldigd als het over de totstandbrenging van een telefoonaansluiting gaat;

2. voor een aansluiting zoals bedoeld in artikel 8, § 1, b : de door de Regie geraamde kosten van aanleg en opruiming, met als minimum de vergoeding voor beschikbaarstelling van de netlijn en de kosten verbonden aan de beschikbaarstelling van apparatuur die gelden onder het stelsel van het gewoon abonnement.

§ 2. Onder het stelsel van het tijdelijk abonnement, zoals bedoeld in artikel 8, § 2, b), is de abonnee de kosten verschuldigd bepaald in artikel 34, benevens de kosten van opruiming. »

**Art. 6.** Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 52. Het tarief van het abonnement voor een normale telefoonaansluiting die door middel van een digitaal lijnensysteem PCM 2Mbit/s tot stand wordt gebracht, wordt als volgt vastgesteld per tijdvak van twee maanden :

a) voor het eerste systeem, wanneer de abonnee een abonnement heeft onderschreven voor een minimale duur van :

- één jaar : 58 000 F;
- drie jaar : 54 000 F;
- vijf jaar : 50 000 F;

b) per bijkomend systeem dat tussen dezelfde eindpunten en op dezelfde infrastructuur als het eerste werd aangelegd, wanneer de abonnee een abonnement heeft onderschreven voor een minimale duur van :

- één jaar : 40 000 F;
- drie jaar : 37 000 F;
- vijf jaar : 34 000 F. » »

**Art. 7.** Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 53. § 1. Het tarief van het tijdelijk abonnement voor een normale aansluiting van het analoge type wordt als volgt vastgesteld per tijdvak van één maand :

1° telefoon : 340 F, 290 F of 240 F naargelang het een aansluiting in een grote, middelgrote of kleine zone betreft;

2° telex : 858 F.

Het abonnementsgeld wordt basisabonnementsgeld genoemd.

§ 2. Het tarief van het tijdelijk abonnement voor een normale telefoonaansluiting die door middel van een digitaal lijnensysteem PCM 2 Mbit/s tot stand wordt gebracht, wordt als volgt vastgesteld per tijdvak van een maand :

a) voor het eerste systeem : 29 000 F;

b) per bijkomend systeem dat tussen dezelfde eindpunten en op dezelfde infrastructuur als het eerste werd aangelegd : 20 000 F. »

**Art. 8.** Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 9.** Artikel 64 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 64. De verhoging of de verlaging van het abonnementsgeld, die het gevolg is van een door de abonnee gevraagde installatiewijziging, gaat in op de dag van de uitvoering van die wijziging. »

**Art. 10.** Artikel 65, 3<sup>e</sup> lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende lid :

« De in aanmerking te nemen duur van de dienstonderbreking loopt, rekening houdend met de bovenvermelde vijf gevallen, vanaf de dag na die waarop de storing is gemeld tot en met de dag vóór die waarop de storing werd verholpen. »

**Art. 11.** Een artikel 65bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 65bis. Bij verhuizing van een aansluiting wordt geen abonnementsgeld voor de installatie op het vroegere adres meer aangerekend vanaf de dag na die waarop die installatie buiten dienst is gesteld. Voor de installatie op het nieuwe adres wordt abonnementsgeld aangerekend vanaf de dag van indienststelling. »

**Art. 12.** Artikel 111 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 111. Een ieder kan een abonnement onderschrijven voor een telefoonbus die bestemd is voor het ontvangen van vocale berichten; bovendien kan hij een abonnement onderschrijven voor een

public par l'intermédiaire duquel des abonnés au téléphone peuvent déposer des messages dans la boîte téléphonique; il paie pour ce service :

- 1° une indemnité forfaitaire de 500 F pour la mise à sa disposition de la boîte téléphonique;
- 2° une indemnité forfaitaire de 500 F pour la mise à sa disposition du numéro qui lui a été attribué au central public;
- 3° une redevance d'abonnement de 1 300 F par période de deux mois pour la boîte téléphonique;
- 4° une redevance d'abonnement de 400 F par période de deux mois pour le numéro qui lui a été attribué au central public;
- 5° les taxes pour le stockage des messages à raison d'une unité de taxe pour un message d'une durée maximum d'une minute par période indivisible de trois jours.

Les redevances dont question aux points 3° et 4° sont perçues de la même manière que la redevance d'abonnement de base pour un raccordement téléphonique. »

**Art. 13.** L'article 112 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 112. Un abonné peut faire diffuser un message, d'une durée maximum de trente secondes, à un ou, au maximum 10 correspondants, aux date et heure qu'il détermine. Il paie pour ce service :

- 1° 8 unités de taxe pour l'enregistrement du message;
- 2° 2 unités de taxe par jour pour le stockage du message, à partir du lendemain du jour de l'enregistrement;
- 3° 2 unités de taxe par destinataire;
- 4° pour les communications téléphoniques vers les destinataires :
  - a) en Belgique : une unité de taxe par période indivisible de quarante secondes; cette période est doublée lorsque le tarif de nuit et de week-end est d'application;
  - b) à l'étranger : le tarif des communications internationales. »

**Art. 14.** L'article 113 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 113. § 1<sup>er</sup>. Le service des messages de la Régie peut, à la demande de l'abonné, répondre aux appels téléphoniques destinés à ce dernier. Ce service comprend le service des abonnés absents, le service des raccords transférés et des abonnements résiliés.

Le message à transmettre à l'appelant ne peut comporter plus de quinze mots, sauf s'il s'agit du service dont question au § 2.

L'abonné paie :

- 1° pour le raccordement de sa ligne au service des messages, 16 unités de taxe;
- 2° à partir du 2<sup>e</sup> jour, pour les réponses du service des messages aux appels qui lui sont destinés, 12 unités de taxe par jour indivisible de 0 à 24 heures.

Dans les centraux non équipés pour la télécommande, le moment où la ligne de l'abonné est reliée à ce service dépend des heures normales de présence du personnel au central de raccordement de l'abonné. L'abonné qui annule sa demande avant que sa ligne soit effectivement branchée au service des messages paie 15 unités de taxe.

§ 2. Dans les centraux équipés pour ce faire, l'abonné peut faire appel à un service entièrement automatique. Il paie pour le raccordement de sa ligne au service des messages ainsi que pour les réponses aux appels, les mêmes taxes que celles fixées au § 1<sup>er</sup>, points 1° et 2°; le message à transmettre est de une minute au maximum.

L'abonné peut enregistrer, au maximum, trente messages de ses correspondants, chacun de trente secondes au maximum. S'il fait usage de cette faculté, il paie 25 unités de taxe pour le raccordement de sa ligne au service des messages et 21 unités de taxe pour les réponses aux appels suivant les conditions reprises au § 1<sup>er</sup>, point 2°.

S'il fait usage de la faculté d'être averti lorsque les messages déposés par ses correspondants atteignent un seuil qu'il détermine, il paie une indemnité forfaitaire supplémentaire de 2 unités de taxe par activation; il paie en outre pour la communication :

- 1° si le numéro à appeler se trouve en Belgique : 5 F par période indivisible de quarante secondes; cette période est doublée lorsque le tarif de nuit et de week-end est d'application;
- 2° si le numéro à appeler se trouve à l'étranger : le tarif international. »

nummer in de openbare centrale waardoor de telefoonabonnees in de telefoonbus berichten kunnen indienen; voor deze dienst betaalt de abonnee :

- 1° een vergoeding voor eens van 500 F voor de beschikbaarstelling van de telefoonbus;
  - 2° een vergoeding voor eens van 500 F voor de beschikbaarstelling van het nummer dat hem in de openbare centrale werd toegekend;
  - 3° een abonnementsgeld van 1 300 F per tijdvak van twee maanden voor de telefoonbus;
  - 4° een abonnementsgeld van 400 F per tijdvak van twee maanden voor het nummer dat hem in de openbare centrale werd toegekend;
  - 5° het tarief voor het opslaan van de berichten naar rata van één tariefeenheid voor een bericht met een maximum duur van één minuut, per volledige of onvolledige periode van drie dagen.
- De abonnementsgelden waarvan sprake in de punten 3° en 4° worden op dezelfde wijze als het basisabonnementsgeld voor een telefoonaansluiting geïnd. »

**Art. 13.** Artikel 112 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 112. Een telefoonabonnee kan een bericht doen uitzenden, met een maximum duur van dertig seconden, naar één of naar maximum 10 correspondenten, op de datum en het uur dat hij bepaalt. Voor deze dienst betaalt de abonnee :

- 1° 8 tariefeenheden voor de registratie van het bericht;
- 2° 2 tariefeenheden per dag voor het opslaan van het bericht, vanaf de dag na deze van de registratie;
- 3° 2 tariefeenheden per bestemming;
- 4° voor de telefoonverbindingen naar de bestemmingen :
  - a) in België : één tariefeenheid per periode van veertig seconden; deze periode wordt verdubbeld wanneer het vrijetijdstarief van toepassing is;
  - b) in het buitenland : het tarief van de internationale verbindingen. »

**Art. 14.** Artikel 113 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 113. § 1. Op verzoek van de abonnee kunnen de voor hem bestemde telefoonoproepen beantwoord worden door de boodschappendienst van de Regie. Deze dienst is ingedeeld in de dienst voor afwezige abonnees en de dienst voor verhuisde abonnees en opgeheven aansluitingen.

De boodschap die aan de oproeper wordt overgebracht is beperkt tot vijftien woorden, behalve wanneer het de dienst betreft waarvan sprake in § 2.

De abonnee betaalt :

- 1° voor het overzetten van zijn lijn op de boodschappendienst, 16 tariefeenheden;
- 2° vanaf de 2<sup>e</sup> dag, voor het beantwoorden van de voor hem bestemde oproepen door de boodschappendienst, 12 tariefeenheden per dag van 0 tot 24 uur of resterend gedeelte daarvan.

In de centrales die niet uitgerust zijn voor afstandsbediening is het tijdstip van overzetten van de lijn op de boodschappendienst afhankelijk van de normale aanwezigheid van personeel in de centrale waarop de abonnee is aangesloten. De abonnee die zijn aanvraag intrekt vooraleer zijn lijn effectief aangesloten is op de boodschappendienst betaalt 15 tariefeenheden.

§ 2. In de centrales die hiervoor zijn uitgerust, kan de abonnee op een volledig automatische dienst beroep doen. Hij betaalt voor de aansluiting van zijn lijn op de boodschappendienst, alsook voor het beantwoorden van de oproepen, dezelfde prijs als deze vastgesteld in § 1, punten 1° en 2°; het over te brengen bericht bedraagt maximum één minuut.

De abonnee kan maximum dertig berichten van zijn correspondenten registreren, elk met een maximum duur van dertig seconden. Indien hij van deze mogelijkheid gebruik maakt, betaalt hij 25 tariefeenheden voor de aansluiting van zijn lijn op de boodschappendienst en 21 tariefeenheden voor het beantwoorden van de oproepen volgens de in § 1, punt 2°, gestelde voorwaarden.

Indien hij gebruik maakt van de mogelijkheid om verwittigd te worden wanneer de door zijn correspondenten ingediende berichten een door hem bepaalde drempel bereiken, betaalt hij een bijkomende vergoeding voor eens van 2 tariefeenheden per activering; bovendien betaalt hij voor de verbinding :

- 1° indien het op te roepen nummer zich in België bevindt : 5 F per volledige of onvolledige periode van veertig seconden; deze periode wordt verdubbeld wanneer het vrijetijdstarief van toepassing is;
- 2° indien het op te roepen nummer zich buiten België bevindt : het internationaal tarief. »

**Art. 15.** L'article 116 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 116. Les dispositions des articles 2, 8, § 3, 11 à 15, 19 à 21, 23, 24, 27 à 32, 40, 46 à 48, 59 à 64 et 66 sont également applicables aux titulaires de circuits d'abonnement. »

**Art. 16.** L'article 143, § 2, 2. et 3., du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« 2. Circuit 2048 kbit/s utilisé exclusivement pour la visioconférence : 12.

3. Lors de l'application des coefficients fixés aux points 1. et 2. pour un circuit zonal, il n'est pas tenu compte des minimum et maximum fixés à l'article 140.

Toutefois, la redevance ainsi calculée ne peut pas être inférieure à celle d'un circuit de même type d'une longueur de 20 hectomètres et supérieure à celle d'un circuit de même type d'une longueur de 115 hectomètres, sauf pour les circuits à 1920/1984/2048 kbit/s où les longueurs minimum et maximum sont fixées respectivement à 12 et 200 hectomètres. »

**Art. 17.** L'article 160 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 160. Les dispositions des articles 9, 11 à 13, 19, 23, 24, 26 à 30, 38, 46 à 48, 59, 60, 62, 64, 66, 70, 78, 80, 86, 87, 113 et 134 sont également valables en ce qui concerne les services mobilophone et sémaphone. Les articles 88, 89 et 90 sont seulement applicables au service mobilophone de la deuxième génération. »

**Art. 18.** L'article 221 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 221. L'abonné peut faire usage des fonctions complémentaires du service DCS.MAIL appelées « remise diffusée », « remise directe » et « remise automatique ».

Il paie pour ces fonctions complémentaires :

1° remise diffusée : une taxe de 3 F par destinataire, au-delà du premier;

2° remise directe et remise automatique via le réseau DCS : les taxes dues pour l'utilisation du réseau DCS avec recours à la fonction d'assemblage et de désassemblage de paquets (ADP), augmentées de 5 F par communication établie via le réseau DCS;

3° remise directe et remise automatique via le réseau télex : la taxe due pour l'utilisation du réseau télex, augmentée de 10 F par communication établie via le réseau télex;

4° remise directe et remise automatique vers les terminaux télex via le réseau téléphonique : la taxe téléphonique interzonale la plus chère, augmentée de 10 F par communication établie via le réseau téléphonique. »

**Art. 19.** Un article 221 bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 221 bis. L'abonné au service sémaphone qui possède un récepteur numérique ou un récepteur alphanumérique peut faire usage de la fonction complémentaire du service DCS.MAIL appelée « alerte sémaphone ». Cette fonction permet à l'abonné d'être automatiquement averti du dépôt d'un message dans sa boîte aux lettres. Il paie pour cette fonction une taxe de 10 F par appel vers le service sémaphone. »

**Art. 20.** Dans l'annexe du même arrêté, rubrique A, points I.2.6. et I.2.7., 2e colonne, les nombres « 342 » et « 271 », sont respectivement remplacés par les nombres « 320 » et « 249 ».

**Art. 21.** Dans l'annexe du même arrêté, le point III de la rubrique A est remplacé par les tableaux figurant à l'annexe 1 au présent arrêté.

**Art. 22.** Dans l'annexe du même arrêté, le texte du renvoi (6) est remplacé par la disposition suivante :

« (6) Sans préjudice des redevances fixées aux points I et II et des frais fixés au point V.6. »

**Art. 23.** Dans l'annexe, renvoi (12), du même arrêté, les nombres « 400 » et « 200 » sont respectivement remplacés par les nombres « 500 » et « 250 ».

**Art. 24.** Dans l'annexe, renvoi (13), du même arrêté, le nombre « 81 » est remplacé par le nombre « 80 ».

**Art. 25.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 1991, à l'exception des articles 8, 9, 10, 11, 18 et 19 qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> mars 1991.

Bruxelles, le 15 avril 1991.

M. COLLA

**Art. 15.** Artikel 116 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 116. De bepalingen van de artikelen 2, 8, § 3, 11 tot 15, 19 tot 21, 23, 24, 27 tot 32, 40, 46 tot 48, 59 tot 64 en 66 gelden ook voor de houders van abonnementsgeleidingen. »

**Art. 16.** Artikel 143, § 2, 2. en 3., van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2. Geleiding 2048 kbit/s uitsluitend gebruikt voor videoconferentie : 12.

3. Bij toepassing van de coëfficiënten bepaald in de punten 1. en 2. voor een zonale geleiding, wordt geen rekening gehouden met de bij artikel 140 bepaalde minimum- en maximumtarieven.

Het aldus berekende abonnementsgeld kan evenwel niet lager zijn dan dat voor een geleiding van hetzelfde type met een lengte van 20 hectometer, en niet hoger zijn dan dat voor een geleiding van hetzelfde type met een lengte van 115 hectometer, behalve in geval van geleidingen 1920/1984/2048 kbit/s waarvan de minimum en maximum lengtes respectievelijk 12 en 200 hectometer zijn. »

**Art. 17.** Artikel 160 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 160. De bepalingen van de artikelen 9, 11 tot 13, 19, 23, 24, 26 tot 30, 38, 46 tot 48, 59, 60, 62, 64, 66, 70, 78, 80, 86, 87, 113 en 134 gelden ook inzake de mobilfoon- en semafoondienst. De artikelen 88, 89 en 90 zijn slechts van toepassing op de mobilfoonvoondienst van de tweede generatie. »

**Art. 18.** Artikel 221 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 221. De abonnee kan gebruik maken van de bijkomende functies van de DCS.MAIL-dienst die « meervoudige aflevering », « rechtstreekse aflevering » en « automatische aflevering » genoemd worden. »

Hij betaalt voor deze bijkomende functies :

1° meervoudige aflevering : een tarief van 3 F per bestemming boven de eerste;

2° rechtstreekse aflevering en automatische aflevering via het DCS-net : de tarieven verschuldigd voor het gebruik van het DCS-net waarbij een beroep werd gedaan op de assembleer- en disassembleer-functie van pakketten (PAD), verhoogd met 5 F per verbinding welke via het DCS-net werd opgezet;

3° rechtstreekse aflevering en automatische aflevering via het telexnet : het tarief verschuldigd voor het gebruik van het telexnet, verhoogd met 10 F per tot stand gebrachte telexverbinding;

4° rechtstreekse aflevering en automatische aflevering naar telefaxtoestellen via het telefoonnet : het hoogste interzonale telefoontarief, verhoogd met 10 F per tot stand gebrachte telefoonverbinding. »

**Art. 19.** Een artikel 221 bis, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 221 bis. De abonnee op de semafoondienst die een numerieke of een alfanumerieke ontvanger bezit kan gebruik maken van de bijkomende functie van de DCS.MAIL-dienst « alarm semafoon » genoemd. Die functie laat aan de abonnee toe automatisch op de hoogte te worden gebracht wanneer een bericht in zijn brievenbus gedeponneerd werd. Hij betaalt voor deze functie 10 F per oproep naar de semafoondienst. »

**Art. 20.** In de bijlage van hetzelfde besluit, rubriek A, worden in de punten I.3.6. en I.2.7., 2e kolom, de getallen « 342 » en « 271 » respectievelijk vervangen door de getallen « 320 » en « 249 ».

**Art. 21.** In de bijlage van hetzelfde besluit, wordt punt III van de rubriek A vervangen door de tabellen voorkomend op de bijlage 1 van dit besluit.

**Art. 22.** In de bijlage van hetzelfde besluit, wordt de tekst van de verwijzing (6) vervangen door de volgende bepaling :

« (6) Onverminderd de abonnementsgelden bepaalde in de punten I en II en de kosten bepaald in punt V.6. »

**Art. 23.** In de bijlage worden in de verwijzing (12) van hetzelfde besluit de getallen « 400 » en « 200 » respectievelijk vervangen door de getallen « 500 » en « 250 ».

**Art. 24.** In de bijlage wordt in de verwijzing (13) het getal « 81 » vervangen door het getal « 80 ».

**Art. 25.** Dit besluit treedt in werking op 1 april 1991, met uitzondering van de artikelen 8, 9, 10, 11, 18 en 19 die uitwerking hebben op 1 maart 1991.

Brussel, 15 april 1991.

M. COLLA

## ANNEXE 1 - BIJLAGE 1

Frais d'installation (forfait)  Installationkosten (voor eens)	Redevance d'abonnement bimestrielle Abonnement ordinaire  Tweemaandelijks abonnementsgeiden Gewoon abonnement
1'	2
F	F
(5)	318
(5)	270
3.600	390
3.000	250
1.350	272
3.000	140
1.350	246
3.000	140
1.350	444
3.000	152
1.350	368
3.000	192
1.350	368
1.350	678
(5)	1.194
(5)	2.170
1.800	116

III. Systèmes d'intercommunication.

## 1 Postes à boutons pour communications intérieures

1.1. type 1 ligne réseau, 2 postes avec sonnerie incorporée (par poste)

1.2. type 1 ligne réseau, 2 postes sans sonnerie (par poste)

1.3. type 2 lignes réseau, 10 postes (par poste)

1.4. type 1 ligne réseau, 5 postes

1.4.1. par poste à boutons

1.4.2. boîte de commande ou unité d'alimentation avec accessoires

1.5. type 2 lignes réseau, 1 poste

1.5.1. par poste à boutons

1.5.2. boîte de commande avec accessoires

1.6. type 4 lignes réseau, 1 poste

1.6.1. par poste à boutons

1.6.2. boîte de commande avec accessoires

1.7. type 2 lignes réseau, 2 postes (directeur-secrétaire)

1.7.1. par poste à boutons

1.7.2. boîte de commande avec accessoires

1.8. type 2 lignes réseau, 2 postes (directeur-secrétaire) avec mémoire

1.8.1. par poste à boutons

1.8.2. boîte de commande avec accessoires

## 2. PARX (6)

2.1. de capacité 1 ligne réseau, 2 postes

2.2. de capacité 1 ligne réseau, 4 postes

2.3. de capacité 2 lignes réseau, 10 postes

2.4. dispositif de transfert PARX-poste à distance

III. Intercommunicationssystemen.

## 1. Toestellen met kiestoetsen voor intercommunicatie

1.1. type 1 netlijn, 2 toestellen met ingebouwde bel (per toesteel)

1.2. type 1 netlijn, 2 toestellen zonder bel (per toesteel)

1.3. type 2 netlijnen, 10 toestellen (per toesteel)

1.4. type 1 netlijn, 5 toestellen

1.4.1. per druktoetstoesteel

1.4.2. schakeleenheid of voedingseenheid met toebehoren

1.5. type 2 netlijnen, 1 toesteel

1.5.1. per druktoetstoesteel

1.5.2. schakeleenheid met toebehoren

1.6. type 4 netlijnen, 1 toesteel

1.6.1. per druktoetstoesteel

1.6.2. schakeleenheid met toebehoren

1.7. type 2 netlijnen, 2 toestellen (directeur-secretaresse)

1.7.1. per druktoetstoesteel

1.7.2. schakeleenheid met toebehoren

1.8. type 2 netlijnen, 2 toestellen (directeur-secretaresse) met geheugen

1.8.1. per druktoetstoesteel

1.8.2. schakeleenheid met toebehoren

## 2. PARX (6)

2.1. met een capaciteit van 1 netlijn, 2 toestellen

2.2. met een capaciteit van 1 netlijn, 4 toestellen

2.3. met een capaciteit van 2 netlijnen, 10 toestellen

2.4. doorschakelinrichting PARX-verwijderd toesteel

ANNEXE I — BIJLAGE I

Frais d'installation (forfait)	Redevance d'abonnement bimestrielle Abonnement ordinaire	
	Instalatiekosten (voor eens)	Tweemaandelijke abonnementsgelden Gewoon abonnement
I	1	2
F	F	F
3.000	675	
400	175	
400	40	
3.000	805	
400	215	
200	180	
-	360	

3. Installations du système "UKS 4000" (6)

3.1. type "UKS 4216"

3.1.1. boittier de commande avec équipement de base (y compris un équipement de ligne intérieure pour 2 postes)

3.1.2. équipement de ligne intérieure supplémentaire pour 2 postes

3.1.3. équipement pour une deuxième ligne réseau

3.2. type "UKS 4513"

3.2.1. boittier de commande avec équipement de base pour 3 lignes réseau et 2 postes

3.2.2. carte "directeur" supplémentaire pour extension à 4 lignes réseau et 3 postes ou 5 lignes réseau et 3 postes

3.3. module avec touches de fonction

3.4. poste VKS

3. Installaties van het systeem "UKS 4000" (6)

3.1. type "UKS 4216"

3.1.1. schakeleenheid met basisuitrusting (een huislijnuitrusting voor 2 toestellen inbegrepen)

3.1.2. bijkomende huislijnuitrusting voor 2 toestellen

3.1.3. uitrusting voor een tweede netlijn

3.2. type "UKS 4513"

3.2.1. schakeleenheid met basisuitrusting voor 3 netlijnen en 2 toestellen

3.2.2. bijkomende directeurkaart voor uitbreiding tot 4 netlijnen en 3 toestellen of 5 netlijnen en 3 toestellen

3.3. module met functietoetsen

3.4. telefoontoestel VKS

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 15 avril 1991.

Le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones,  
M. COLLA

Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 15 april 1991.

De Minister van Posten, Telegrafie en Telefonie,  
M. COLLA